



Crimes sans châtime nt : Révéla tions sur les filières terroristes de Paris

"Les noires complicités de la France"

Par [Louis Dalmas](#) et [Jean-Loup Izambert](#)

Mondialisation.ca, 16 octobre 2015

B.I. Infos 14 mars 2013

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

Avec « Crimes sans Châtiment », l'auteur met à jour tout un système de complicités entre les dirigeants politiques français et des groupes islamistes criminels. De 1990 à 2012, de l'Algérie à la Syrie, la confrérie des Frères musulmans reçoit le soutien de Paris dans ses coups d'Etat contre les pays du Bassin méditerranéen. Entrevue de Jean-Loup Izambert par Louis Dalmas (B.I. Infos, no. 185, mars 2013).

B.I. : En juin 2012 vous annoncez la parution prochaine de votre ouvrage sous le titre provisoire de "La ligne jaune". Le titre a changé depuis. Pourquoi ?

Jean-Loup Izambert : D'abord, il m'a fallu près d'une année avant de trouver un éditeur libre et indépendant digne de ce nom sur la vingtaine qui ont reçu mon manuscrit. Pendant ce temps, l'évolution de la situation internationale a montré que les dirigeants occidentaux ne se contentaient pas de franchir la ligne jaune entre la guerre et la paix.

Le fait est acquis qu'ils déclenchent des conflits en bafouant la souveraineté des peuples, en piétinant la Charte des Nations Unies, ses résolutions comme les conventions internationales. Les guerres ouvertes contre la Libye puis contre la République arabe syrienne font suite à celles déjà enclenchées dans des conditions similaires contre l'Afghanistan, l'Irak, la République fédérative de Yougoslavie et plusieurs pays d'Afrique dont la Côte d'Ivoire ou le Mali. Elles témoignent de la volonté des dirigeants des mêmes pays occidentaux - USA, Angleterre et France en principal - de passer outre le droit international pour piller les richesses des peuples, contrôler les grands axes de communication qu'ils jalonnent et y installer des régimes militaro-financiers. Ils bénéficient dans ces nouvelles guerres coloniales du soutien peu flatteur des dictatures pétro-religieuses du golfe Persique et de l'intervention du Fonds monétaire international. L'embargo contre la République islamique d'Iran afin d'empêcher son développement et d'y provoquer des troubles en est un autre exemple. Ces crimes sont prémédités, planifiés, discutés entre princes et sont le fait des mêmes Etats, tous membres de l'OTAN. Autre élément important : ils sont restés sans châtime nt, sans réplique, tant sur le terrain politique, diplomatique, économique que militaire, du moins pour le moment.

L'Eurasie, bloc de paix contre les guerres étasuniennes

Q : Quels éléments pourraient changer le cours des choses ?

R : Trois facteurs sont à prendre en compte. D'abord, l'Eurasie émerge et s'organise politiquement, économiquement, financièrement et militairement avec ses partenaires sous l'impulsion de Moscou et de Pékin. La première puissance mondiale est en cours de constitution sur la base des idéaux de paix, de progrès économique et social et d'anti-impérialisme. Cet aspect est évoqué dans le livre au travers de l'intervention du politologue Alain de Benoist.

Cela signifie que dans le temps, de gré ou de force, toutes les bases militaires étasuniennes installées dans des pays de l'Eurasie devront disparaître pour céder la place aux forces de la paix. Ce mouvement est à prolonger sur la petite Europe de Maastricht et le bassin Méditerranéen.

Pour sa part, le politologue camerounais Jean-Paul Pougala situe bien les enjeux sur les vraies raisons de la guerre contre la Libye. Ensuite, les principaux acteurs de l'Eurasie commencent à parler d'une seule voix dans les instances internationales. Ainsi, sans le veto commun de la Fédération de Russie et de la République Populaire de Chine au Conseil de sécurité de l'ONU, rejoints aujourd'hui par de nombreux autres pays au sein des Nations Unies, nous connaissons actuellement un conflit militaire majeur. Il ne faut pas oublier qu'après "l'expérience" diplomatique malheureuse avec la Libye, la Fédération de Russie a clairement mis en garde les gouvernements bellicistes contre tout nouvel acte de guerre contre la République arabe syrienne, Ceux qui, comme les Etats-Unis, la France, la Turquie de l'islamiste Erdogan et son partenaire Israël ont jugé bon de soutenir les gangs criminels islamistes de la nébuleuse des Frères musulmans ont pris une lourde responsabilité. Enfin, troisième facteur et non des moindres, ces Etats ont semé le ferment de la haine à leur rencontre.

Q. : C'est-à-dire ?

R : Croyez-vous que les enfants palestiniens qui ont vu leurs familles assassinées par l'armée de l'Etat raciste et terroriste d'Israël qui viole depuis des décennies les résolutions de l'ONU vont se contenter longtemps de la "guerre des pierres " contre l'agresseur ? Croyez-vous que les Libyens qui ont vu les leurs mourir sous les bombes à uranium de l'OTAN ou assassinés par des bandes islamistes armées par la France vont rester les bras croisés devant le massacre et l'occupation de leur pays ? Croyez-vous que les Syriens vont mourir en silence dans les lâches attentats suicides de gangs islamistes armés par l'Occident et la Turquie sans réagir ? Si vous regardez la carte des conflits dans les pays arabes depuis les années 90, vous constaterez que la France a toujours protégé et armé des mouvements permettant de provoquer leur déstabilisation. J'en fais la démonstration en prenant pour exemple les relations entre dirigeants français et ceux de plusieurs organisations proches des Frères musulmans. Quand les peuples vont avoir conscience de ces faits, ce qui commence à se produire en Tunisie ou en Egypte, et qu'ils se seront débarrassés des pouvoirs installés par la Sainte-Alliance Washington-Londres-Paris, les Français pourront toujours essayer d'exporter du camembert au Qatar.

L'Elysée, "carrefour" du grand banditisme

Q : Vous mettez en cause les dirigeants français, Nicolas Sarkozy et François Hollande, et des dirigeants du renseignement français en contact avec des organisations proches de groupes terroristes...

R : Je ne les mets pas en cause. Je les accuse de couvrir soit des criminels associés à des

groupes extrémistes islamistes, soit de soutenir des organisations qui sont liées à ces groupes et de pactiser avec des dictatures comme celles du Qatar, de l'Arabie saoudite ou du Bahreïn.

Q : Dans votre livre vous montrez comment se fabriquent des “oppositions” et vous citez les cas de plusieurs dirigeants d'organisations islamistes bénéficiant du soutien des dirigeants français dans les guerres contre la Libye et la Syrie. Pouvez-vous nous rappeler quelques exemples ?

R : Sans entrer dans les détails, concernant Nicolas Sarkozy, celui-ci a été quatre fois ministre dans quatre gouvernements UMP dont deux fois ministre de l'Intérieur avant d'être élu Président de la République en 2007. Comme je le démontre, alors qu'il occupait ces fonctions, des ministères à la présidence, il ne pouvait ignorer que des membres de l'organisation islamiste tunisienne Ennahda recherchés par Interpol pour des actes criminels étaient en France depuis le début des années quatre-vingt-dix.

Certains des membres d'Ennahda auraient du reste été retournés et sont aujourd'hui dans les rangs du pouvoir tunisien pour orienter sa politique étrangère, économique, financière et militaire en faveur des puissances coloniales. Par ailleurs Sarkozy a été le promoteur de l'intervention militaire contre le peuple libyen et l'initiateur de relations privilégiées avec les putschistes islamistes. A ce titre, comme Président de la République française et chef des armées, il est responsable de la violation des résolutions de l'ONU dans ce conflit et responsable de crime contre l'humanité du fait de l'utilisation d'armes à uranium par les armées de l'OTAN.

Q : Et aujourd'hui, concernant François Hollande ?

R : Les Français qui ont voté pour lui découvrent qu'en réalité il poursuit la même politique que son prédécesseur de l'UMP. Je ne reviendrai pas ici sur les données concernant l'aggravation de la crise que je développe dans mon livre. Depuis 1981, à chaque fois que les socialistes ont été au pouvoir, ils ont administré les affaires de l'Etat comme des compteurs de petits pois, sans jamais rien remettre en cause de l'organisation et de la gestion de l'Etat au profit des transnationales de la finance et de l'armement. C'est le propre de tous les partis réformistes sur tous les continents : gérer le capitalisme quand celui-ci est en difficulté. Or, le terrorisme n'est rien d'autre que l'expression du capitalisme en crise qui ne peut plus supporter la moindre parcelle de démocratie, le moindre obstacle à sa survie.

Aussi, je pense que le ministre de l'Intérieur du gouvernement Ayrault, Manuel Valls, devrait se montrer plus humble lorsqu'il accuse la droite d'être “responsable du retour du terrorisme” comme il l'a fait lors d'une séance à l'Assemblée nationale à la mi-novembre 2012. Qu'il commence par nettoyer son écurie ! Comme je le rapporte dans mon enquête en posant des questions, des ministres de l'Intérieur socialistes ont, avec des dirigeants du renseignement français, couvert des individus, membres d'une organisation islamiste, recherchés par Interpol pour des actes criminels et association à une organisation extrémiste terroriste.

L'Elysée est devenu une sorte de “carrefour” du grand banditisme où le “Tout-Paris” de la Françafrique croise les pires dictateurs de la planète - du Qatar, de l'Arabie saoudite, du Bahreïn, - et les représentants de groupes criminels comme le Conseil national de transition libyen ou le Conseil national syrien. Ces gens là sont les financiers et les organisateurs de

groupes qui se livrent au crime organisé à grande échelle, trafic de drogues compris. Il est particulièrement grave de voir les dirigeants français et de l'OTAN leur donner caution, les financer et les armer.

Les administrateurs de la mort sont à Paris

Q : Mais aujourd'hui les choses n'ont-elles pas un peu changé avec le nouveau gouvernement ?

R : Non, bien au contraire, les guerres contre la Syrie et le Mali en témoignent, elles se poursuivent comme sous la présidence de "Sarkozy l'Américain". Il ne faut pas s'en étonner puisque lors de la passation de pouvoir, le 17 mai 2012, entre le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Fillon, Alain Juppé, et celui du gouvernement Ayrault, Laurent Fabius, ce dernier a déclaré à son prédécesseur : "Sur les questions majeures, je sais que nous nous retrouverons"

Le président François Hollande et son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, apportent leur soutien direct à une association comme les "Amis de la Syrie". Celle-ci regroupe en réalité des représentants de mouvements islamistes sunnites (Arabie saoudite, Qatar, Turquie, Tunisie, Maroc), des dirigeants des États-Unis, de l'Union européenne et des représentants d'officines liées aux services occidentaux, tels ceux du Conseil national syrien (CNS). Cette dernière organisation n'est rien d'autre que l'administrateur de la mort que sèment les milices islamistes en Syrie contre les symboles du panarabisme comme contre toute personne ne partageant pas leur religion.

Encore une fois, l'organisation des Frères musulmans est au cœur de cette guerre. Je rappelle du reste dans mon livre que cette organisation n'a pas hésité à commettre des crimes odieux à plusieurs reprises contre des civils syriens, cela bien avant de recevoir le soutien direct de Paris dans sa nouvelle tentative de putsch. Toute l'histoire des Frères musulmans en Syrie n'est que crimes, sabotages et assassinats. Ce sont ces gens là que Paris soutient aujourd'hui. Du reste, plusieurs des dirigeants de "l'opposition" criminelle syrienne vivent en Ile-de-France et sont, pour certains d'entre eux, en contact de longue date avec des agents de la CIA, du MI6 et de la DGSE. Cela étant dit, la détérioration des relations entre l'armée française et le pouvoir politique, aggravée sous Sarkozy ne fait que s'accroître. Les militaires français n'ont pas vocation à servir de milice privée à "Monsieur Total" ou à "Monsieur Areva", et encore moins à "Monsieur Esso". C'est pourtant ce qu'ils font au Mali ou, pire, en Afghanistan. Comme vous pourrez le lire dans "Crimes sans châtiement", sous l'administration de l'OTAN, les soldats français de la force d'occupation servent en réalité de bouclier au commerce international de la drogue et des armes de la CIA avec des chefs de guerre islamistes.

François Hollande devra assumer les conséquences de ses guerres

Q. : Vous affirmez que le gouvernement français arme les gangs criminels en Syrie. Mais sur quelle situation peut déboucher cette nouvelle violation de l'ONU et du droit international ?

R. : Le président français, son Premier ministre et le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, ont fait le choix d'envoyer des agents de la DGSE, notamment au Liban puis en Turquie, aux côtés d'agents du MI6 anglais et de la CIA étasunienne pour armer ces groupes assassins. Je rapporte sur ce point des éléments en provenance de différentes sources. Le scénario est à peu près similaire à celui contre la Libye. Face à de tels faits,

répétés, il est indéniable que le gouvernement français cherche la guerre, une guerre dont il semble croire, bien naïvement, pouvoir rester à l'abri. Le président français, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense du gouvernement Ayrault devront assumer les conséquences de leurs guerres. Car à partir du moment où vous prenez la responsabilité de protéger des éléments criminels et où vous armez des groupes terroristes en violation du droit international pour semer la mort dans d'autres pays, cela signifie que vous ne pouvez plus être considéré comme un partenaire loyal mais comme un ennemi avec lequel la neutralité n'est plus politiquement praticable. Vous devez alors assumer toutes les conséquences de la guerre, à savoir être vous-même la cible d'actes de guerre. Ce serait même justice que la violence tourne contre la violence politique, économique, diplomatique et militaire des gouvernements qui agissent de concert avec Paris, de Washington à Doha en passant par Londres, Ankara et Tel Aviv.

Q. : Comment avez-vous travaillé pour mener cette enquête ?

R. : C'est une enquête sur le long terme - une vingtaine d'années - commencée dans les années 90 jusqu'à nos jours. Il était nécessaire de remonter dans le temps pour analyser l'évolution des relations entre Paris et des groupes criminels islamistes, mettre en évidence que les gouvernements de la France en crise ont besoin du terrorisme et de la violence. J'ai donc mené plusieurs enquêtes sur le terrain entre les années quatre-vingt dix et 2000. Puis je suis revenu sur les principaux protagonistes par périodes en ciblant mes recherches sur le Maghreb, principalement le Maroc et la Tunisie. Ce choix tient au fait que les islamistes y avaient tenté plusieurs coups d'Etat dans les années 90 afin d'y implanter le premier Etat islamiste du Maghreb. La stratégie de la terreur adoptée depuis par les Frères musulmans dans tous les autres pays repose sur le même plan présenté et expliqué dans mon livre. Des dirigeants d'associations, des confrères journalistes d'investigation, des spécialistes comme Abdallah Amami, des universitaires comme Moncef Ouannes, Jean-Paul Pougala ou le philosophe Alain de Benoist, des professionnels du renseignement, tel Yves Bonnet, ancien dirigeant de la DST, d'Interpol ou d'autres services, y compris militaires, interviennent au fil des pages ou apportent leur expérience, leurs avis et des informations précieuses sur les événements en cours. Leur travail important, leurs réflexions, leurs études prolongent mon enquête de terrain. Maintenant, nous allons placer le livre au cœur du débat politique car la crise économique est le terreau de la criminalisation de la vie politique. Mes confrères Richard Labévière avec "Les dollars de la terreur" (1) et Michel Collon avec "Libye, OTAN et médiamentonges" (2) ont déjà produit deux contributions importantes et documentées sur les relations entre pouvoir politique occidental et groupes terroristes islamistes et la mise en scène qui les accompagne. J'y ajoute aujourd'hui, de manière ciblée, le volet français.

(1) "Les dollars de la terreur", par Richard Labévière, Ed. Grasset.

(2) "Libye, OTAN et médiamentonges", par Michel Collon, Ed. Investig'Action, www.michelcollon.info



Jean-Loup Izambert : Premier journaliste à dénoncer l'implication de quarante banques européennes dans le plus grand krach boursier de la place de Genève, il publie "Le krach des 40 banques" (1998). Son livre "Le Crédit Agricole hors-laloi ?" (2001), momentanément interdit de publicité et de vente en France, est traduit et édité en Fédération de Russie, puis devient le sujet d'un film réalisé par RTR Planeta, première chaîne de télévision de l'Etat russe. Au lendemain de la faillite du groupe Crédit Lyonnais, il cible les liaisons entre dirigeants de banques, pouvoir politique et magistrature dans "Crédit Lyonnais, la mascarade" (2003). Il est l'auteur de la première enquête journalistique sur le fonctionnement de l'ONU, "ONU, violations humaines" (2003). La guerre contre la Yougoslavie puis contre l'Irak le conduisent à enquêter sur les dessous de la politique internationale et à écrire "Faut-il brûler l'ONU ?" (2004). Après "Les Démons du Crédit Agricole" (2005), il poursuit ses recherches dans le monde financier avec "Pourquoi la crise ?" (2009). "Crimes sans châtime" est l'aboutissement de vingt années d'enquêtes sur les relations entre dirigeants français et membres de réseaux criminels islamistes.

La source originale de cet article est B.I. Infos

Copyright © [Louis Dalmas](#) et [Jean-Loup Izambert](#), B.I. Infos, 2015

Articles Par : [Louis Dalmas](#) et
[Jean-Loup Izambert](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca